



**MINISTÈRE  
CHARGÉ DES  
COMPTES PUBLICS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

### SITUATION MENSUELLE BUDGÉTAIRE

Paris, le 02/11/2023

**AU 30 septembre 2023**

N°1288

**Solde** Le solde général d'exécution au 30 septembre 2023 s'établit à -186,1 Md€ contre -146,6 Md€ à fin septembre 2022.

**Dépenses** Au 30 septembre 2023, les dépenses du budget général (hors remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat<sup>1</sup>) s'établissent à 335,7 Md€ contre 321,2 Md€ à fin septembre 2022, soit une hausse de 14,5 Md€. Cette évolution tient notamment à un versement plus important par rapport à 2022 à la caisse de la dette publique (CDP) au titre de l'amortissement de la dette covid de l'Etat, aux décaissements effectués au titre des dispositifs de soutien aux ménages et aux entreprises, aux aides à la formation et à des variations observées sur le poste de la charge de la dette en raison de l'effet de la hausse des taux d'intérêt de court terme.

Les prélèvements sur recettes sont en baisse de 0,3 Md€ par rapport à fin septembre 2022 avec néanmoins une hausse du PSR au profit des collectivités territoriales.

**Recettes** Au 30 septembre 2023, les recettes du budget général<sup>2</sup> (nettes des remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat<sup>1</sup>) s'établissent à 234,5 Md€ contre 250,2 Md€ à fin septembre 2022.

Les recettes fiscales nettes s'élèvent à 224,9 Md€ contre 231,7 Md€ à fin septembre 2022, soit une baisse de -6,8 Md€. Celle-ci s'explique notamment par la baisse de la TVA revenant à l'Etat (- 5,8 Md€), en raison notamment des transferts supplémentaires aux collectivités

<sup>1</sup> La loi organique du 28 décembre 2021 relative à la modernisation de la gestion des finances publiques modifie la définition des dépenses et recettes nettes. Celles-ci correspondent désormais aux dépenses budgétaires brutes et recettes fiscales brutes, minorées des remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat. Les chiffres 2022 présentés ci-dessus ont été retraités afin de permettre une comparaison à périmètre constant, ceux-ci étant auparavant également minorés des remboursements et dégrèvements d'impôts locaux.

<sup>2</sup> Les recettes du budget général sont présentées hors fonds de concours alors que ceux-ci sont intégrés dans la présentation des dépenses.

territoriales dans le cadre de la suppression progressive de la CVAE et de la hausse de la fraction affectée à la Sécurité sociale. En outre, l'impôt sur les sociétés net diminue (-5,0 Md€), essentiellement en raison du ralentissement du dynamisme du bénéfice fiscal des entreprises entre 2021 et 2022, en partie compensé par l'effet de la suppression du CICE. La part Etat de la TICPE est en baisse (-0,8 Md€) en raison de la baisse des consommations de carburant et de la hausse des transferts à des tiers. L'impôt sur le revenu net est en hausse (+0,7 Md€) en raison du dynamisme du prélèvement à la source en partie atténué par des remboursements de trop-perçu. Les autres recettes fiscales nettes sont en augmentation (+4,1 Md€) et sont notamment affectées d'une part, à la hausse par la rebudgétisation de la CVAE et le dynamisme observé sur les droits de mutation à titre gratuit et les retenues à la source, et d'autre part, à la baisse par la mise en place du bouclier tarifaire et la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales.

Les recettes non fiscales sont en baisse de -8,9 Md€ par rapport à fin septembre 2022. Cet écart est principalement lié au versement de la contribution de l'Union européenne pour cofinancer une partie des dépenses engagées par la France au titre du plan de relance (7,4 Md€) intervenu au premier trimestre en 2022 et à la diminution des dividendes et recettes assimilées (-1,5 Md€).

**Comptes spéciaux** Le solde des comptes spéciaux s'établit à -37,4 Md€ à fin septembre 2023 contre -27,3 Md€ à fin septembre 2022. Cette évolution s'explique principalement par des recettes du compte d'avances aux collectivités moins dynamiques que les dépenses (effet sur le solde de -8,5 Md€), en lien avec la rebudgétisation de la CVAE et son remplacement par des fractions mensuelles de TVA.

# La situation du budget de l'État

Au 30 septembre 2023

## Service de la fonction financière et comptable de l'État

Adresses internet : <https://www.economie.gouv.fr/dgfip/la-situation-mensuelle-de-letat>

Ou : <https://www.budget.gouv.fr/documentation/publications-de-la-direction/situation-mensuelle-du-budget-de-letat-smb>

**Solde** Le solde général d'exécution au 30 septembre 2023 s'établit à -186,123 Md€ contre -146,611 Md€ à fin septembre 2022.

**Dépenses totales du budget général** Les dépenses totales nettes des remboursements et dégrèvements (R&D) d'impôts d'État s'établissent à 388,275 Md€ au 30 septembre 2023 contre 374,001 Md€ à fin septembre 2022. Les dépenses du budget général (BG) au 30 septembre 2023 atteignent 335,695 Md€ contre 321,155 Md€ à fin septembre 2022 tandis que les prélèvements sur recettes (PSR) s'établissent à 52,580 Md€ au 30 septembre 2023 contre 52,847 Md€ à fin septembre 2022.

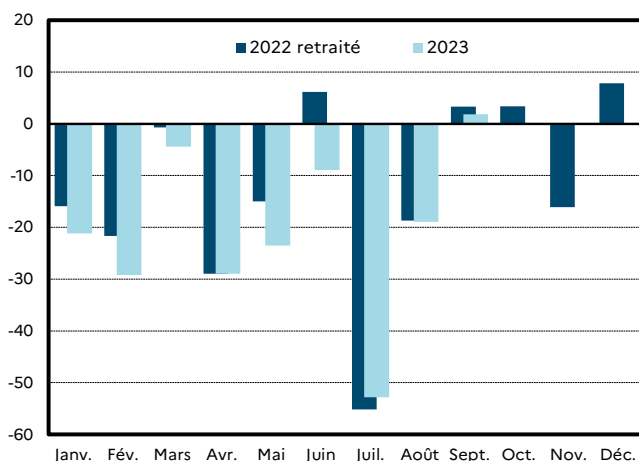
**Recettes totales du budget général** Les recettes totales nettes des R&D d'impôts d'État au 30 septembre 2023 s'établissent, y compris fonds de concours (FDC) et attributions de produits, à 239,591 Md€ contre 254,724 Md€ à fin septembre 2022. Hors FDC et attributions de produits, les recettes s'élèvent à 234,507 Md€ au 30 septembre 2023 contre 250,183 Md€ à fin septembre 2022.

## Solde général (hors FMI)

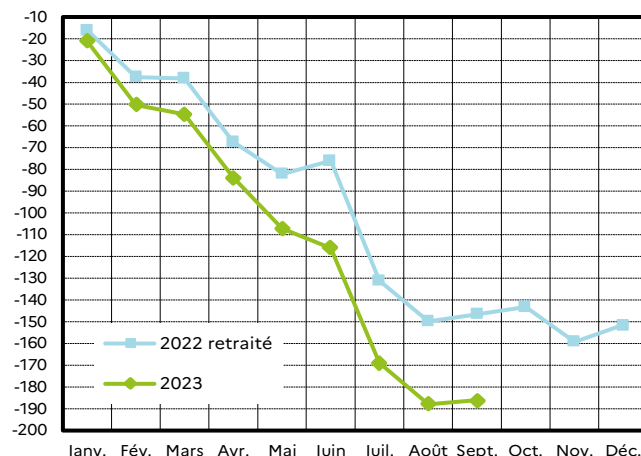
en millions d'euros	Cumul à fin décembre			Cumul à fin septembre				Variation à fin septembre 2023 <sup>(3)</sup> / 2022 retraité <sup>(2)</sup>
	2021 exécuté <sup>(1)</sup>	2022 exécuté <sup>(1)</sup>	2022 retraité <sup>(2)</sup>	2021 exécuté <sup>(1)</sup>	2022 exécuté <sup>(1)</sup>	2022 retraité <sup>(2)</sup>	2023 <sup>(3)</sup>	
<b>Solde du budget général</b>	<b>-171 518</b>	<b>-158 195</b>	<b>-158 195</b>	<b>-152 193</b>	<b>-119 277</b>	<b>-119 277</b>	<b>-148 684</b>	
<b>Dépenses (BG et PSR)</b>	496 472	512 935	519 917	367 291	370 257	374 001	388 275	3,8%
<b>Recettes</b>	324 954	354 740	361 722	215 098	250 979	254 724	239 591	-5,9%
<b>Solde des comptes spéciaux</b>	<b>786</b>	<b>6 726</b>	<b>6 726</b>	<b>-22 926</b>	<b>-27 334</b>	<b>-27 334</b>	<b>-37 439</b>	
<i>dont avances aux collectivités territoriales</i>	2 417	2 214	2 214	-21 799	-24 753	-24 753	-33 237	
<b>Solde des budgets annexes</b>	<b>-8</b>	<b>27</b>	<b>27</b>					
<b>Solde général</b>	<b>-170 739</b>	<b>-151 441</b>	<b>-151 441</b>	<b>-175 119</b>	<b>-146 611</b>	<b>-146 611</b>	<b>-186 123</b>	

## Solde général (en milliards d'euros)

valeurs mensuelles



cumul depuis le début de l'année



<sup>(1)</sup> Conformément à la loi organique du 1er août 2001 en vigueur pour les exercices 2021 et 2022, les données "2021 exécuté" et "2022 exécuté" sont nettes des R&D d'impôts d'État et d'impôts locaux (programmes 200 et 201) ;

<sup>(2)</sup> Les données "2022 retraité" correspondent aux données "2022 exécuté" nettes des R&D d'impôts d'État (programme 200) ;

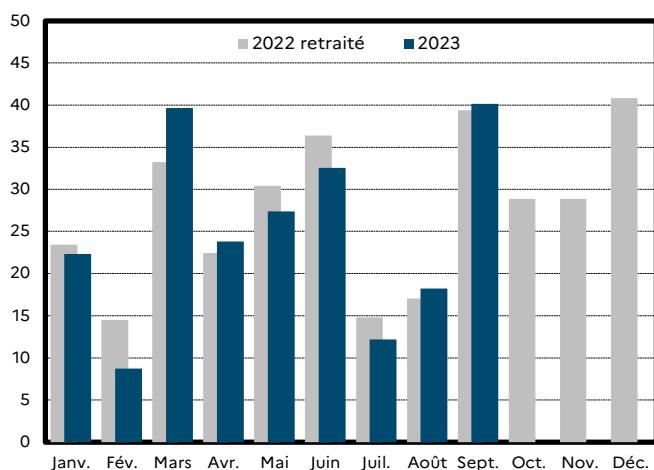
<sup>(3)</sup> Conformément à la loi organique du 28 décembre 2021, les données "2023" sont nettes des R&D d'impôts d'État.

# Recettes totales du budget général

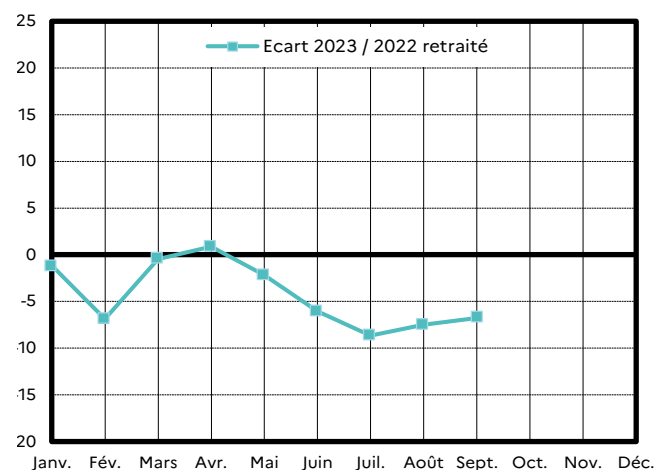
en millions d'euros	Cumul à fin décembre		LFI	Cumul à fin septembre			Variation à fin septembre	
	2022 exécuté <sup>(1)</sup>	2022 retraité <sup>(2)</sup>		2023 <sup>(3)</sup>	2022 exécuté <sup>(1)</sup>	2022 retraité <sup>(2)</sup>	2023 <sup>(3)</sup>	2023 <sup>(3)</sup> / 2022 exécuté <sup>(1)</sup>
<b>Recettes fiscales</b>	<b>323 284</b>	<b>330 266</b>	<b>328 194</b>	<b>227 945</b>	<b>231 690</b>	<b>224 939</b>	<b>-1,3%</b>	<b>-2,9%</b>
Impôt sur le revenu	88 988	88 988	87 345	49 213	49 213	49 906	1,4%	1,4%
Impôt sur les sociétés <sup>(4)</sup>	62 130	62 130	55 254	43 972	43 972	39 001	-11,3%	-11,3%
Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques	17 992	17 992	16 607	13 047	13 047	12 285	-5,8%	-5,8%
Taxe sur la valeur ajoutée	100 823	100 823	94 676	79 339	79 339	73 515	-7,3%	-7,3%
Autres recettes fiscales <sup>(5)</sup>	53 351	60 333	74 311	42 375	46 119	50 232	18,5%	8,9%
<b>Recettes non fiscales</b>	<b>23 949</b>	<b>23 949</b>	<b>30 933</b>	<b>18 493</b>	<b>18 493</b>	<b>9 568</b>	<b>-48,3%</b>	<b>-48,3%</b>
<b>Recettes du BG (hors FDC et attributions de produits)</b>	<b>347 232</b>	<b>354 214</b>	<b>359 127</b>	<b>246 438</b>	<b>250 183</b>	<b>234 507</b>	<b>-4,8%</b>	<b>-6,3%</b>
Fonds de concours et attributions de produits	7 508	7 508	5 238	4 541	4 541	5 084	12,0%	12,0%
<b>Recettes du BG (avec FDC et attributions de produits)</b>	<b>354 740</b>	<b>361 722</b>	<b>364 365</b>	<b>250 979</b>	<b>254 724</b>	<b>239 591</b>	<b>-4,5%</b>	<b>-5,9%</b>

## Recettes fiscales nettes (en milliards d'euros)

valeurs mensuelles

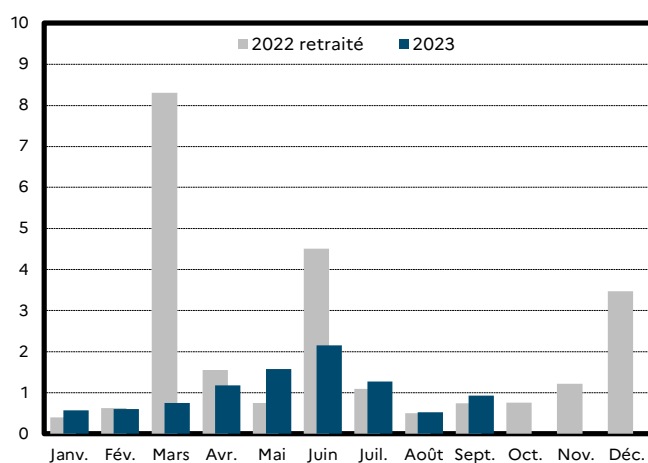


écart 2023-2022 (cumul depuis le début de l'année)

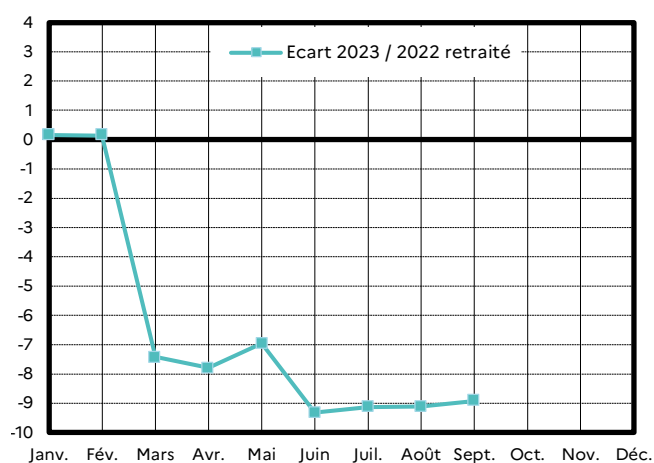


## Recettes non fiscales (en milliards d'euros)

valeurs mensuelles



écart 2023-2022 (cumul depuis le début de l'année)



<sup>(1)</sup> Conformément à la loi organique du 1er août 2001 en vigueur pour l'exercice 2022, les données "2022 exécuté" sont nettes des R&D d'impôts d'État et d'impôts locaux (programmes 200 et 201) ;

<sup>(2)</sup> Les données "2022 retraité" correspondent aux données "2022 exécuté" nettes des R&D d'impôts d'État (programme 200) ;

<sup>(3)</sup> Conformément à la loi organique du 28 décembre 2021, les données "2023" sont nettes des R&D d'impôts d'État ;

<sup>(4)</sup> Hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés (CSB) et contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés (CRIS) ;

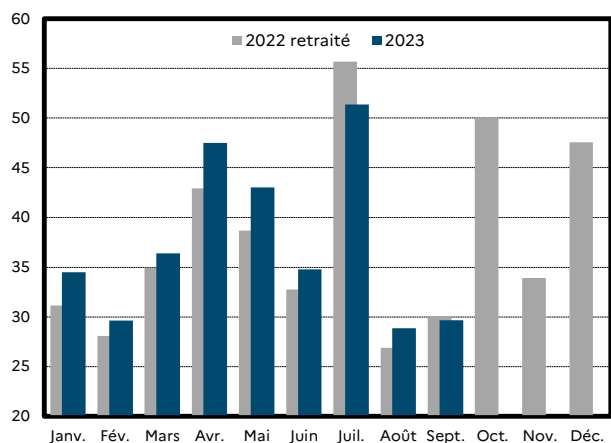
<sup>(5)</sup> Y compris CSB et CRIS.

# Dépenses totales du budget général

en millions d'euros	Cumul à fin décembre		Cumul à fin septembre			Variation à fin septembre	
	2022 exécuté <sup>(1)</sup>	2022 retraité <sup>(2)</sup>	2022 exécuté <sup>(1)</sup>	2022 retraité <sup>(2)</sup>	2023 <sup>(3)</sup>	2023 <sup>(3)</sup> / 2022 exécuté <sup>(1)</sup>	2023 <sup>(3)</sup> / 2022 retraité <sup>(2)</sup>
Dotations des pouvoirs publics	1 048	1 048	1 048	1 048	1 077	2,8%	2,8%
Dépenses de personnel	138 818	138 818	103 361	103 361	106 715	3,2%	3,2%
Dépenses de fonctionnement <sup>(4)</sup>	80 402	80 402	49 556	49 556	57 984	17,0%	17,0%
Charges de la dette de l'État	51 538	51 538	39 531	39 531	42 411	7,3%	7,3%
Dépenses d'investissement	17 024	17 024	12 735	12 735	13 929	9,4%	9,4%
Dépenses d'intervention	154 136	161 118	109 460	113 205	111 458	1,8%	-1,5%
Dépenses d'opérations financières	2 706	2 706	1 719	1 719	2 122	23,5%	23,5%
<b>Dépenses du budget général</b>	<b>445 672</b>	<b>452 654</b>	<b>317 410</b>	<b>321 155</b>	<b>335 695</b>	<b>5,8%</b>	<b>4,5%</b>
PSR au profit des collectivités territoriales	43 034	43 034	33 152	33 152	34 112	2,9%	2,9%
PSR au profit de l'Union européenne	24 230	24 230	19 694	19 694	18 468	-6,2%	-6,2%
<b>Prélèvements sur recettes</b>	<b>67 263</b>	<b>67 263</b>	<b>52 847</b>	<b>52 847</b>	<b>52 580</b>	<b>-0,5%</b>	<b>-0,5%</b>
<b>Dépenses totales (budget général et prélèvements sur recettes)</b>	<b>512 935</b>	<b>519 917</b>	<b>370 257</b>	<b>374 001</b>	<b>388 275</b>	<b>4,9%</b>	<b>3,8%</b>

## Dépenses du budget général nettes (en milliards d'euros)

valeurs mensuelles



écart 2023-2022 (cumul depuis le début de l'année)



## Solde général détaillé (hors FMI)

en millions d'euros	2021 <sup>(1)</sup>			2022 <sup>(1)</sup>			2023 <sup>(3)</sup>
	LFI	LFR 2	EXE	LFI	LFR 2	EXE	LFI
<b>Dépenses totales du budget général</b>	<b>461 210</b>	<b>482 572</b>	<b>496 472</b>	<b>467 788</b>	<b>513 443</b>	<b>512 935</b>	<b>525 805</b>
Prélèvements sur recettes	70 600	70 072	69 739	69 600	67 916	67 263	70 584
Dépenses du budget général	390 610	412 499	426 732	398 188	445 527	445 672	455 221
dont dépenses financées hors fonds de concours et attributions de produits	384 936	406 826	418 773	391 907	439 247	438 164	449 983
<b>Recettes totales du budget général</b>	<b>288 852</b>	<b>305 607</b>	<b>324 954</b>	<b>314 030</b>	<b>346 772</b>	<b>354 740</b>	<b>364 365</b>
Recettes fiscales	257 870	277 581	295 738	287 572	315 766	323 284	328 194
Recettes non fiscales	25 308	22 352	21 257	20 177	24 726	23 949	30 933
Fonds de concours et attributions de produits	5 674	5 674	7 960	6 281	6 281	7 508	5 238
<b>Solde des comptes spéciaux (hors FMI)</b>	<b>-942</b>	<b>-4 128</b>	<b>786</b>	<b>-85</b>	<b>3 021</b>	<b>6 726</b>	<b>-3 619</b>
dont avances aux collectivités territoriales	-623	1 129	2 417	625	1 926	2 214	-2 066
<b>Solde des budgets annexes</b>	<b>-37</b>	<b>-125</b>	<b>-8</b>	<b>15</b>	<b>300</b>	<b>27</b>	<b>125</b>
<b>Solde général</b>	<b>-173 337</b>	<b>-181 218</b>	<b>-170 739</b>	<b>-153 828</b>	<b>-163 350</b>	<b>-151 441</b>	<b>-164 933</b>
Pour mémoire : R&D d'impôts d'État	122 443	122 978	122 287	123 982	129 540	125 783	127 055
R&D d'impôts locaux	6 891	7 771	8 099	6 626	7 018	6 982	4 587

<sup>(1)</sup> Conformément à la loi organique du 1er août 2001 en vigueur pour l'exercice 2022, les données "2022 exécuté" sont nettes des R&D d'impôts d'État et d'impôts locaux (programmes 200 et 201) ;

<sup>(2)</sup> Les données "2022 retraité" correspondent aux données "2022 exécuté" nettes des R&D d'impôts d'État (programme 200) ;

<sup>(3)</sup> Conformément à la loi organique du 28 décembre 2021, les données "2023" sont nettes des R&D d'impôts d'État ;

<sup>(4)</sup> Y compris versement à la Banque européenne d'investissement (BEI) et dotation au mécanisme européen de stabilité (MES).